



Pū Ti'auraa e Faaineineraa Tōro'a

Cadre réservé au CGF

2024 - 228

OFFRE D'EMPLOI

Nom de la Collectivité : CGF

Intitulé du poste : Juriste

Nombre de poste à pourvoir : 1 poste

Catégorie¹ : A B C D

Grade : Technicien / Technicien principal

Niveau de diplôme minimum requis : Aucun DNB/CAP/BEP BAC BAC+3

Spécialité : Administrative Technique Sécurité Civile Sécurité Publique

Domaine : Bâtiment Environnement Restauration scolaire Système d'information
(Ne concerne que la spécialité technique)

Type de recrutement¹ : Permanent Temporaire (CDD durée :)

Temps de travail¹ : temps complet temps non complet (durée hebdo/annuelle :)

Localisation : CGF – Avenue Georges Clémenceau – Immeuble Ia Ora na 3^{ème} étage, Mamao

Emploi à pourvoir à compter du : juillet 2024

Recrutement ouvert soit à :

- Tout fonctionnaire communal de spécialité et de grade équivalent ;
- Tout fonctionnaire autre que communal de spécialité et de grade équivalent (en détachement) ;
- Tout candidat lauréat de concours B de la FPC ;
- Tout candidat lauréat à l'examen professionnel du grade « Technicien principal » de la FPC ;
- Tout agent en voie d'intégration dans la spécialité et de grade cité ;
- Tout candidat admis au recrutement sans concours par la voie des emplois réservés ;

À défaut :

- Toute personne non titulaire répondant aux conditions statutaires d'entrée dans la fonction publique communale ainsi qu'au profil recherché ;
Cependant le recrutement sera : Temporaire (durée du CDD en mois : 12 mois avec possibilité d'être renouvelé une fois).

Missions principales : Le (la) juriste accompagne les communes et leurs établissements publics dans la mise en œuvre et le respect des textes de la fonction publique communale (FPC). Il (elle) apporte un appui juridique aux maires et des services RH selon une répartition géographique définie par commune et par archipel. Enfin, le (la) juriste participe au fonctionnement des diverses commissions de la FPC ainsi que des instances paritaires.

Sans être une liste exhaustive, il (elle) aura pour missions :

- Assister et conseiller les communes et groupements de communes sur le Statut de la FPC et en matière RH ;
- Assurer la promotion de la fonction publique communale ;
- Assurer sous l'autorité directe du directeur du Statut le bon fonctionnement des instances consultatives paritaires ; la gestion administrative des différentes commissions et comités de la FPC ;
- Tenir à jour la documentation du service ;
- Participer aux projets stratégiques et transversaux du CGF.

¹ Pour cocher la case en version numérique, double cliquer sur la case et sélectionner « case activée » et OK

Profil recherché :

- Titulaire du permis B ;
- Connaissance des principes généraux applicables en matière de fonction publique ;
- Connaissance des spécificités de la FPC ;
- Connaissance du contexte institutionnel de la Polynésie française ;
- Une expérience professionnelle et réussite dans le domaine de juriste ;
- Capacité rédactionnelle, de communication et de priorisation ;
- Être disponible pour des déplacements en Polynésie française et hors territoire ;
- Rythme de travail avec amplitude horaire variable conformément au règlement intérieur de l'établissement ;
- Gérer des urgences inopinées ;
- Discrétion absolue et loyauté ;
- Réactivité et sens de l'adaptation aux imprévus.

Rémunération : conditions statutaires

Pour consulter la fiche de poste ou pour tout type de renseignement, l'agent en charge du suivi du dossier : **Charles MARERE**, Responsable des richesses et ressources humaines du CGF -Tél : 40 547 810 - charles.marere@cgf.pf

Merci d'adresser votre dossier de candidature (pièces à fournir ci-dessous) :

- Curriculum Vitae (avec photo) ;
- Lettre de motivation adressée au Président du CGF M René TEMEHARO ;
- Copie du diplôme DNB ou CAP ou BEP ou le diplôme le plus élevé ;
- Attestation d'affiliation CPS ;
- Copie de pièce d'identité et du permis de conduire.

à CGF-direction des ressources humaines-BP 40 267 Fare Tony-98713 Papeete Tahiti ou par mail à rrh@cgf.pf. Tout dossier incomplet fera l'objet d'un rejet.

Date limite de dépôt des candidatures : 31 mai 2024